

Editorial

Un jeu risqué pour l'avenir des retraites

Florent Quiquerez

Correspondant parlementaire



Où est passée la culture du compromis? Ce principe autour duquel toutes les grandes réformes se sont construites en Suisse? Le débat sur l'avenir des retraites se résume jusqu'ici à un bras de fer. D'un côté, le centre et la gauche qui tiennent mordicus à une hausse de 70 francs de l'AVS pour assurer le niveau des rentes. De l'autre, l'UDC et le PLR qui ne veulent pas en entendre parler, et misent sur des corrections dans le deuxième pilier. Les premiers ont imposé leurs vues aux Etats, les deuxièmes sont en train de gagner sur toute la ligne au National. Avec les Vert'libéraux comme alliés, ils ont même réussi à briser le tabou de la retraite à 67 ans, intégrée dans un mécanisme de contrôle du fonds AVS. Difficile de savoir de quel côté tout cela va tourner. Etonnant aussi de voir à quel point les fronts sont figés, quelques jours à peine après la votation sur AVSplus, où chaque camp appelait l'autre à la modération. Des paroles dont on cherche encore des actes sous la Coupole.

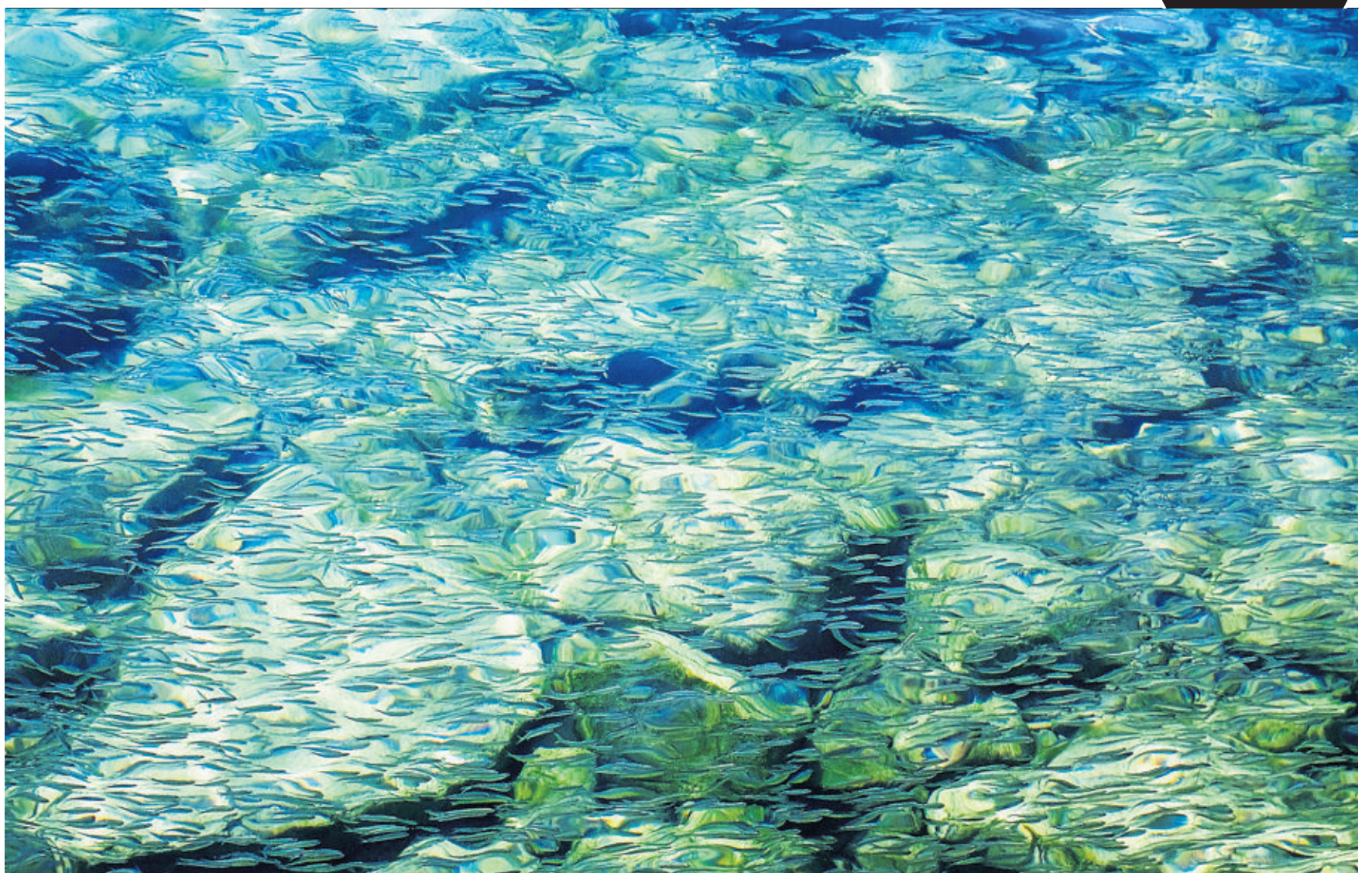
«Le dossier de l'AVS est un exemple de plus de la nouvelle polarisation du parlement»

Il faudra pourtant bien que quelqu'un lâche, car faire aboutir cette réforme est crucial, les perspectives pour l'AVS sont à ce point critiques que les autorités ne peuvent plus se permettre un nouvel échec. Si tous les partis s'accordent sur ce point, le risque que tout capote existe bel et bien.

Ce dossier est un exemple de plus de la nouvelle polarisation du parlement, où le PLR et l'UDC sont désormais majoritaires au National. Jusqu'ici libéraux-radicaux et PDC cherchaient à s'entendre pour faire avancer les dossiers clés. Cette alliance du centre droit pouvait alors s'approcher de l'UDC ou du PS pour disposer d'une assise confortable. Trois grands partis, c'est souvent indispensable pour convaincre en votation. Tant que cette union sacrée n'aura pas été scellée, le sort de Prévoyance 2020 est menacé. Mais aucun signal ne laisse présager un adoucissement des positions. Il est pourtant nécessaire. Il sera bientôt urgent.

Page 5

Concours Envoyez-nous vos photos à: laphotoducteur@24heures.ch



Migration Des milliers de jeunes poissons migraient mardi le long du Léman, près de Chillon. Image: Rudolf Zbinden

Réflexions

De jeunes municipaux s'inquiètent des accords TISA

Les invités
Philippe Somsy,
Carmen Tanner
Municipaux au Mont-sur-Lausanne et à Yverdon



Malgré une mise sous pression et des attaques récurrentes, la Suisse dispose encore d'un service public de qualité dans divers domaines. Tout en répondant aux besoins fondamentaux de la population, il assure la cohésion sociale du pays. Ainsi, des prestations essentielles sont assurées par le secteur public dans des domaines aussi variés que la distribution d'eau, l'enseignement, la santé, la sécurité, les transports, etc.

Une sourde menace est toutefois en passe d'affecter notre qualité de vie: il s'agit du projet TISA, un projet d'accord transatlantique de libre-échange sur le commerce et les services en discussion depuis 2013. Les négociations regroupent une cinquantaine de pays avec notamment les Etats-Unis, l'Union européenne ainsi que la Suisse.

De quoi est-il question? Il s'agit en quelque sorte d'un gigantesque Cassis de Dijon s'appliquant à tous les domaines d'activité et impliquant cette fois plusieurs continents. La recette est simple: harmoniser vers le bas toutes les normes qui sont perçues comme des entraves au commerce. Les standards sociaux ou sanitaires, de droit du travail, d'environnement, de protection des animaux, de protection des données ou de protection des consommateurs doivent être limités au maximum, car ils sont jugés comme des freins à la croissance économique. De fait, même le SECO indique que, dans un tel cadre, la limitation suisse dans

l'acquisition de biens fonciers par des personnes morales ou physiques étrangères serait jugée discriminatoire. Aux oubliettes la Lex Koller ou la Lex Weber!

En plus de vouloir libéraliser les services communaux, de remettre en question le subventionnement des services publics, l'accord TISA souhaite agir également au niveau des marchés publics. Cet accord entraînerait une diminution importante de l'autonomie communale dans les choix de ses approvisionnements et rendrait impossible de privilégier des acteurs et fournisseurs locaux. Ce corsetage du politique pose la question des marges de manœuvres des élus locaux quant à l'orientation des politiques publiques.

«Le marché ne peut décider de tout de manière abstraite»

Par ailleurs, dans quelle mesure pourrions-nous conserver la possibilité de définir des critères qualitatifs dans les appels d'offres et les cahiers des charges? Nous voulons ici réaffirmer la possibilité des collectivités locales d'exiger des standards plus stricts si nécessaire. Le marché ne peut décider de tout de manière abstraite!

Nouvellement élus, notre motivation est bien là, celle d'œuvrer pour la collectivité locale; néanmoins l'ombre des accords TISA nous inquiète grandement. Nous en appelons à nos collègues municipaux ainsi qu'à la population pour faire pression sur les décideurs afin que l'on puisse encore, à l'avenir, dessiner et rêver ensemble notre horizon.

Aidons les communes à devenir «smart»!

L'invitée
Isabelle Tasset
Vacheyrou
Conseillère communale à Gryon



Le smartphone, on connaît, on maîtrise à peu près. Le *smart village*, c'est déjà plus flou: le concept de *smart city* à petite échelle en quelque sorte. C'est-à-dire améliorer le service, la qualité de vie, l'écologie d'une ville grâce au numérique. Sauf que l'adjectif *smart* recouvre tellement de technologies urbaines nouvelles et complexes que deux forums leur étaient dédiés dernièrement. Il en ressort que beaucoup de communes ne se sentent pas outillées pour relever ce défi. Comment faire?

Chaque dernier jeudi du mois d'août, le Forum Ecovillages prend ses quartiers dans la station bucolique des Diablerets, en partenariat avec *24 heures*. C'est là que je me suis rendue en voisine. Objets connectés, réalité augmentée, big data... Les innovations existantes et à venir donnent le tournis.

On y apprend surtout que l'on peut truffer sa ville, son village, de technologie numérique. Pour adapter à distance le chauffage des bâtiments communaux en fonction de leur stricte occupation. Pour avoir un éclairage public économe qui s'intensifie à chaque passage de piéton ou de véhicule, et qui reste en mode minimum le reste du temps. Pour capter la durée de parcage sur un parking en plein air... et savoir quel véhicule a dépassé les trois heures autorisées, comme à Vevey. Pour connaître précisément les pics de trafic en centre-ville. Pour installer une borne à l'entrée de l'agglomération qui

promeut les événements en cours sur le téléphone des arrivants.

Objectif plus ambitieux: utiliser la collecte de données pour alimenter une réflexion stratégique. La parfaite connaissance du trafic dans Pully, par exemple, permettra de mieux développer les infrastructures en fonction des besoins. Elle aidera aussi à trouver des solutions pour stimuler le centre commerçant. Dans la région d'Aigle, l'analyse de la mobilité sera précieuse pour développer les transports, mieux répondre aux attentes des touristes.

«Face à l'évolution galopante des technologies numériques, il serait judicieux que le Canton mette à disposition des communes un expert»

Toutefois, comme l'indiquait Jean-Marc Udriot, syndic de Leysin, les petites communes doivent se débrouiller avec les savoir-faire de leurs élus de milice. Or, les compétences numériques, même générales, font souvent défaut. Dès lors que faire? Il existe bien entendu des bureaux de conseil qui mènent la réflexion, connaissent les solutions et les acteurs. Mais cela a un prix pas toujours supportable pour des budgets annuels de quelques millions de francs.

Face à l'évolution galopante des technologies numériques, il serait judicieux que le Canton mette à disposition des communes un expert qui pourrait les guider dans leur quête d'économies d'énergies, d'optimisation des infrastructures et du tourisme.

